

Tout bio or not tout bio ?

* * *

L'agriculture biologique est-elle à la hauteur pour répondre aux graves problèmes qui se posent à l'humanité en ce début de 21e siècle ? Suffit-il pour un Etat, un citoyen ou une association, de prôner une alimentation bio pour se délivrer un diplôme d'excellence en terme de conservation de l'environnement, de santé humaine et d'alimentation de qualité pour tous ?

Si cette vocation était bien présente parmi une grande partie des pionnières de la bio, il n'est plus certain que l'agriculture biologique actuelle soit à la hauteur de ces ambitions.

Si l'agriculture est responsable au niveau mondial d'entre un quart à un tiers des émissions de gaz à effet de serre, l'agriculture biologique présente dans ces modes de cultures quelques avantages :

- L'utilisation d'engrais organiques azotés permet une diminution des émissions de protoxydes d'azote (NOx) et de dioxyde de carbone (CO2) par rapport aux engrais chimiques.
- Les stocks de carbone sont plus élevés dans les sols en bio grâce au plus fort taux de matières organiques qu'ils contiennent.
- La rotation des cultures, l'utilisation des légumineuses qui fixent l'azote de l'air, l'alimentation des animaux de ferme par de l'herbe et des céréales locales plutôt que du soja importé permettent de sérieuses économies en matière de gaz à effet de serre.

Mais, outre que certaines fermes en bio ne respectent pas forcément toutes ces contraintes, l'agriculture biologique reste dépendante des énergies fossiles pour les travaux agricoles. La traction animale est très peu utilisée et n'est pas une obligation dans le cahier des charges¹.

¹ Une recommandation de la charte de *Nature et*

Une expansion... surtout du commerce

Au début du 20e siècle, il fallait une calorie pour produire trois calories alimentaires. De nos jours, il nous en faut huit, dont une bonne partie d'origine fossile non renouvelable. Il n'est pas certain que l'agriculture biologique fasse beaucoup mieux en la matière. Ainsi, les fertilisants des fermes bios peuvent venir de très loin, comme le guano du Chili.

Les points faibles de l'agriculture biologique tiennent à la faiblesse des contraintes des cahiers des charges en matière environnementale. L'objectif prépondérant est de fournir au consommateur une nourriture saine sans pesticides. Le développement de l'agriculture biologique ne provient pas d'une volonté politique mais d'une forte sollicitation du marché dans une ambiance pour le moins libérale.

Les objectifs de départ, profondément liés à l'écologie (la devise de *Nature & Progrès* dit : "pour notre santé et celle de la terre") ont peu à peu disparu pour satisfaire une clientèle avant tout inquiète pour sa propre santé.

Progrès insiste pour réduire les dépenses énergétiques des fermes.

Ainsi, la consommation bio se développe bien en France de 9,5 % par an depuis une dizaine d'années mais, depuis 2002, les surfaces agricoles en bio stagnent à 2 %.

Ce boum de la bio ne profite donc que très peu à la production mais beaucoup plus au commerce. En premier lieu pour les hypermarchés, qui récoltent les fruits d'une agriculture qu'ils ont détruite et combattue. Ils s'accaparent ainsi sans effort, grâce à la docilité des consommateurs, 40 % du marché de la bio en France. Les commerces spécialisés en bio se multiplient, comme les Biocoop qui, avec 300 magasins, occupent 14 % du marché ; leur chiffre d'affaires a augmenté de 22 % en 2007 et certainement davantage en 2008. La moitié des Biocoop ont ainsi des projets d'extension.

Pas de décroissance dans le marché français de la bio !

Mais on en arrive à la situation écologiquement et socialement scandaleuse d'importer plus de la moitié de la consommation bio en France, parfois d'Italie, d'Espagne et aussi d'Argentine, d'Afrique du Sud et même de Chine et d'Australie.

Un kilo de citrons bio provenant d'Afrique du Sud, c'est trois litres de pétrole ! L'impact du bio sur l'environnement devient ainsi tout relatif. Il n'est pas non plus évident que les conditions sociales des travailleurs agricoles de Chine, du Maroc, du Brésil ou d'Andalousie soient meilleures en bio qu'en agriculture conventionnelle. Finalement c'est donc plus la façon dont nous nous alimentons qui pèse sur l'environnement.

Le choix de l'AB ne suffit pas s'il ne s'accompagne pas d'une démarche plus globale portant sur :

- la provenance des produits,
- leur degré de transformation,
- leur saisonnalité,
- leur conservation : les produits congelés

sont très lourds en énergie,

- leur conditionnement : l'euphorie des emballages n'épargne pas les produits bios, les mini-conditionnements comme les yaourts et les petits paquets. Les consommateurs et consommatrices bio n'hésitent pas à acheter de l'eau en bouteille alors que le bilan énergétique en est catastrophique,

- le régime alimentaire : la consommation de viande et de lait, même en bio, demande plus d'eau, plus de terre, plus d'énergie (un régime végétarien réduirait de 30 % à 34% les émissions de gaz à effet de serre par rapport à un régime classique carné).

Des labels insuffisants

Le label AB n'est donc pas suffisant pour garantir la protection de l'environnement et encore moins pour une politique de décroissance.

Nature & Progrès, avec sa charte écologique éthique et sociale accolée à son cahier des charges bio, va dans le sens d'une bio plus cohérente.

C'est d'une véritable "agroécologie" que nous aurions besoin pour les politiques agricoles de nos pays. Malgré les promesses du Grenelle de l'environnement, on en est très, très loin ! Mais nous avons aussi besoin d'un véritable comportement citoyen des consommateurs et consommatrices pour devenir des "usagers" solidaires de tous les habitant(e)s de la planète. Nous devons revenir à une alimentation plus sobre parce que nous sommes 6 milliards sur la planète et que nous prenons enfin conscience que les ressources nécessaires à la vie sont limitées et fragiles. La pollution des eaux, de l'air, la mort des sols, la mauvaise qualité de notre alimentation, tout cela occupe une place importante dans le bilan des prélèvements de l'humanité sur la nature...

Moutsie et Pascal Pavie

Cet article est extrait de la revue mensuelle Silence



La revue S!lence est publiée depuis 1982. Elle se veut un lien entre toutes celles et ceux qui pensent qu'aujourd'hui il est possible de vivre autrement sans accepter ce que les médias et le pouvoir nous présentent comme une fatalité.

S!lence est gérée par une association indépendante de tout autre mouvement.

Où trouver la revue S!lence ?

La revue S!lence n'est pas diffusée en kiosque, elle est diffusée uniquement par abonnement et dans un certain nombre de lieux en dépôt. Si vous connaissez un lieu de dépôt possible (magasins bio, librairies, lieux associatifs...), signalez-le-nous par téléphone ou courrier postal et nous ferons les démarches nécessaires.

Si vous n'avez jamais été abonné, vous pouvez bénéficier d'un abonnement découverte de 20 Euros pour les 6 premiers numéros.

Les anciens numéros peuvent être commandés pour 4 Euros l'exemplaire plus 2 Euros de port pour 1 numéro, 3 Euros de ports pour 2 numéros et 4 Euros de port pour 3 numéros et plus.

Vous pouvez recevoir un numéro découverte gratuit sur simple demande par courrier ou par téléphone.

Revue Silence

**9, rue Dumenge,
69317 LYON Cedex 04
04 78 39 55 33 (du lundi au jeudi, 10 à 12h, 14 à 17h)**

www.revuesilence.net